

Service Environnement / pôle IAA
2 rue Kerivoal
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 07/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENTS PAUL PAULET

4 RUE DU PONT DINOU
CS 90001
29177 Douarnenez

Code AIOT : 0052904383

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2023 dans l'établissement ETABLISSEMENTS PAUL PAULET implanté 4 RUE DU PONT DINOU CS 90001 29177 Douarnenez. L'inspection a été annoncée le 13/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS PAUL PAULET
- 4 RUE DU PONT DINOU CS 90001 29177 Douarnenez
- Code AIOT : 0052904383
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Paul Paulet situé à Douarnenez est spécialisé dans la fabrication de conserves à base de poisson.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif aux équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1 article L557-28 du code de l'environnement	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Contrôle de la plaqued'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
8	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
4	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
6	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que la liste des équipements sous pression exploitée sur l'établissement n'est pas conforme aux dispositions de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Le contrôle par sondage a mis en évidence que un des deux équipements vérifiés n'était pas à jour de l'inspection périodique. Une mise en demeure est proposée sur ces deux points.

Par ailleurs, les plaques d'identification et les marquages à la "tête de cheval" sont parfois non lisibles ou peu visibles (contrôle par sondage). L'inspection demande la vérification de ce point dans un délai de 1 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a déposé sur l'application GUNenv le 16 novembre 2023 une liste des appareils et équipements sous pression en réponse à une demande par courriel adressée le 13 novembre 2023. Cette liste comporte les informations suivantes : la désignation de l'équipement, la pression de service, la date de mise en service, le volume et le type de fluide utilisé. Cette liste ne comporte pas les informations concernant le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant remet une autre liste des équipements sous pression (ESP) lors de la visite d'inspection. Cette dernière comporte les informations relatives à la dernière et la prochaine inspection périodique (IP) ainsi que la dernière et prochaine requalification périodique (RP). Par contre, cette liste comporte des incohérences car plusieurs dates de "prochaine inspection" ou de "prochaine requalification périodique" sont antérieures à 2023. On peut citer par exemple : - Bouteille anti-coup cellule 3 : date de prochaine inspection au 01/05/2018 - Réservoir liquide cellule 1 : date de prochaine inspection au 01/05/2015 et date de prochaine requalification périodique au 01/01/2022. Par courriel du 20 novembre 2023, l'exploitant a transmis un fichier intitulé "liste des équipements sous pression.xlsx" Ce document comporte des incohérences de dates de prochaines IP ou RP du même type que la liste remise en inspection mais les dates différentes pour certains équipements entre les deux listes. <u>Demande de l'inspection :</u> Etablir et tenir à jour une liste unique des équipements sous pression de l'établissement, conforme aux dispositions de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Caractéristiques des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1 – article L557-28 du code de l'environnement
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.</p> <p>En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens.</p> <p>Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1° La déclaration de mise en service ; 2° Le contrôle de mise en service ; 3° L'inspection périodique ; 4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ; 5° Le contrôle après réparation ou modification. <p>Certaines de ces opérations sont réalisées par des organismes mentionnés à l'article L. 557-31.</p>
<p>Constats : L'inspection vérifie la situation des deux équipements suivants, choisis parmi la liste des équipements sous pression fournie par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autoclave D, marque Lagarde, n°série SD7, mis en service en 1981 ; - Bouteille anti-coup de la cellule 3, marque Carly, n° série C103933, mise en service en 2015 ; <p>L'exploitant transmet à l'inspection le compte-rendu de l'IP réalisée le 01/08/2023 concernant l'autoclave. La conclusion du compte rendu relève que : "les résultats des contrôles et essais sont satisfaisants". Il fournit également l'attestation de la RP réalisée le 22/10/2025. La requalification périodique est prononcée et la prochaine RP est prévue au 22/10/2025.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de fournir le compte-rendu de la dernière IP réalisée sur la bouteille anti-coup qui aurait dû être réalisée le 01/05/2018 d'après la liste des ESP fournie.</p> <p><u>Demande de l'inspection :</u> Réaliser l'ensemble des inspections et requalifications périodique sur les équipements sous pression identifiés comme en retard de contrôle suite à la mise à jour de la liste prévue à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.</p>
<p>Observations : L'exploitant confirme par courriel du 30 novembre 2023 que l'inspection périodique de la bouteille anti-coup de la cellule 3 prévue en 2018 n'a pas été réalisée. Il indique qu'il a passé commande auprès d'un prestataire afin de réaliser les contrôles des équipements concernés.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p> <p>Constats :</p> <p>Le présent constat porte sur l'autoclave D uniquement, l'exploitant n'ayant pas été en mesure de justifier de la réalisation d'une IP sur l'équipement bouteille anti-coup (voir point de contrôle précédent).</p> <p>L'inspection périodique a été réalisée par l'organisme APAVE le 01/08/2023. Le compte-rendu est daté et signé. Le résultat du contrôle est satisfaisant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p>

<p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide. Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats : Le présent constat porte sur l'autoclave D uniquement, l'exploitant n'ayant pas été en mesure de justifier de la réalisation d'une IP sur l'équipement bouteille anti-coup (voir point de contrôle n°2).</p> <p>La périodicité entre deux IP sur l'autoclave D est définie par l'exploitant à 24 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p>Prescription contrôlée : I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.-Il est interdit : -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</p>
<p>Constats : Le présent constat porte sur l'autoclave D uniquement, l'exploitant n'ayant pas été en mesure de justifier de la réalisation d'une RP sur l'équipement bouteille anti-coup (voir point de contrôle n°2).</p> <p>L'organisme habilité chargé de la requalification périodique est l'APAVE. L'exploitant a fourni à l'inspection l'attestation de requalification périodique réalisée le 22/10/2015 et signée. Le résultat des contrôles est satisfaisant et la requalification est prononcée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Vérification des échéances de La requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.
Constats : La liste des ESP fournie par l'exploitant indique une périodicité de 10 ans pour les requalifications périodiques de l'autoclave D et la bouteille anti-coup de la cellule 3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle de la plaqued'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : La plaque d'identification de l'autoclave D est présente mais très peu lisible. La plaque d'identification de la bouteille anti-coup est visible. <u>Demande de l'inspection :</u> Vérifier la présence, la conformité et la lisibilité des plaques d'identification de l'ensemble des ESP de l'établissement. Délai 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ". Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.
Constats : Le marquage à la "tête de cheval" de l'autoclave D est peu visible car recouvert de peinture. La date de la dernière opération de requalification périodique n'est pas visible. L'accessibilité de la bouteille anti-coup ne permet pas la vérification de la présence du marquage à la "tête de cheval". <u>Demande de l'inspection :</u> Vérifier la présence du marquage à la "tête de cheval" et de la date de la dernière opération de requalification périodique des équipements sous pression exploités dans l'établissement. Apposer ou rendre visible les marquages et les informations manquantes le cas échéant. Délai 1 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites